



**PRÉFET  
DES VOSGES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Unité départementale des Vosges

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Epinal, le 26/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SHEPHERD**

275, Rue de Lorraine  
BP 47  
88500 Juvaincourt

Références : S-24-913RP  
Code AIOT : 0006202301

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/07/2024 dans l'établissement SHEPHERD implanté 275, Rue de Lorraine BP 47 88500 Juvaincourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale rétentions et confinement des eaux d'extinction d'incendie. Le référentiel réglementaire utilisé est constitué de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 janvier 1998 et de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SHEPHERD
- 275, Rue de Lorraine BP 47 88500 Juvaincourt
- Code AIOT : 0006202301
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

SHEPHERD MIRECOURT SAS basée à Juvaincourt (88) est une société d'un groupe américain spécialisée dans la fabrication de produits chimiques organiques à base de métaux pour les industries des pneumatiques, des lubrifiants, des cosmétiques et des catalyses. Cette fabrication est réalisée à partir de métaux comme le zinc, le cobalt, le nickel ou le titane. Cependant, depuis la récente reclassification du cobalt et au vu des stocks déclarés sur le site, l'établissement est dorénavant SEVESO seuil haut.

L'inspection portait sur le stockage des produits chimiques et des liquides inflammables mais a aussi permis de faire le point sur la situation administrative du site et sur les attentes réglementaires qu'implique le changement de statut SEVESO.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Rétention ;
- Risque incendie.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
9	Plan d'Opération Interne - POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Préfectoral du 21/01/1998, article 1.2.2	Sans objet
2	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Préfectoral du 21/01/1998, article 1.2.2	Sans objet
3	Produits incompatibles – rétentions non déportées	Arrêté Préfectoral du 21/01/1998, article 1.2.3	Sans objet
4	Tuyauteries de matières dangereuses	Arrêté Préfectoral du 21/01/1998, article 1.2.5	Sans objet
5	Bassin de confinement des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 21/01/1998, article 1.2.10	Sans objet
6	Bassin de confinement des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 21/01/1998, article 1.2.19	Sans objet
7	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Levée de mise en demeure
8	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées n'a pas relevé de non-conformité majeure lors de la visite.

Le Plan d'Opération interne est à compléter en tenant compte des éléments notifiés dans l'étude des dangers en cours de finalisation.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dimensionnement des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/01/1998, article 1.2.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;</li><li>• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.</li></ul> Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"><li>• dans le cas de liquides inflammables à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 600 litres ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 600 litres.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, les rétentions associées aux différents stockages de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sont adaptées aux produits stockés. Elles concernent principalement les récipients de stockage en vrac (GRV(s), fûts, bidons) et les réservoirs fixes extérieurs. Le dimensionnement des rétentions associées aux réservoirs fixes et mobiles ne soulèvent pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/01/1998, article 1.2.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b>  La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoirs(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

**Constats :**

L'état des dispositifs et des équipements assurant la rétention est satisfaisant. La vérification et l'entretien des rétentions sont réalisés. Il n'a pas été constaté d'encombrement anormal dans les rétentions associées aux réservoirs fixes. En cas de précipitations chacune des rétentions extérieures est équipé d'un dispositif permettant de vidanger les eaux pluviales contenues dans ces rétentions par l'intermédiaire d'une pompe située à demeure à proximité de chacune des rétentions. Ce dispositif permet de conserver un volume disponible suffisant pour assurer la fonction de rétention.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Produits incompatibles – rétentions non déportées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/01/1998, article 1.2.3

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Produits incompatibles

**Prescription contrôlée :**

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

**Constats :**

Après consultation par sondage de certaines Fiches de Données de Sécurité "FDS" , il n'a pas été constaté de produits incompatibles sur une même rétention.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Tuyauteries de matières dangereuses**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/01/1998, article 1.2.5

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Tuyauteries de matières dangereuses

**Prescription contrôlée :**

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir.

Les différentes canalisations seront repérées conformément aux règles en vigueur.

**Constats :**

Les canalisations de transport de produit dangereux sont principalement aériennes. L'inspection n'a pas constaté de canalisation en mauvais état et leur repérage ne soulève pas de remarque particulière.

Les canalisations proches des voies de circulation sont protégées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 5 : Bassin de confinement des eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/01/1998, article 1.2.10
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur les toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables est susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution par leur lessivage, le réseau de collecte des eaux pluviales doit être aménagé et raccordé à un ou plusieurs bassin(s) de confinement capable(s) de recueillir le premier flot des eaux pluviales. Ce bassin de confinement, qui devra être maintenu vide, sera d'une capacité permettant de collecter au moins un volume correspondant à 10 mm de pluie sur la zone à protéger et devra être muni d'un dispositif empêchant la poursuite de l'entrée d'eau lorsque sa capacité maximale est atteinte.</p>
<b>Constats :</b> <p>Le site est pourvu de deux réseaux de collecte des eaux pluviales. Sur chaque réseau est implanté un réservoir enterré (50 et 30 m3) permettant en cas de déversement accidentel de liquide, de collecter dans ses réservoirs les effluents épandus accidentellement. Ces réservoirs sont vides. Le dimensionnement de ces réservoirs a été réalisé afin de collecter au moins un volume correspondant à 10 mm de pluie sur la zone à protéger. Les dispositifs et équipements permettant leur mise en service sont accessibles et identifiés.</p> <p>Cette situation n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'inspection des installations classées préconise de réaliser périodiquement des exercices afin de tester le bon fonctionnement et la bonne mise en œuvre de ces équipements permettant d'éviter ou de limiter les pollutions des sols en cas d'évènement accidentel.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Bassin de confinement des eaux d'extinction incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/01/1998, article 1.2.19
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux d'extinction incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'établissement sera pourvu de bassins de retenue des eaux d'incendie capables de collecter les eaux d'extinction souillées par des substances utilisées et stockées dans l'établissement et par les émulseurs utilisés pour lutter contre l'incendie et pour protéger les installations.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'aménagement des bâtiments et des surfaces imperméabilisées, l'implantation des 2 réservoirs enterrés (50 et 30 m3) ainsi que l'ensemble des rétentions associées aux réservoirs fixes permettent d'assurer le confinement des eaux d'extinction. Par ailleurs, les eaux pluviales d'une partie du site se jettent dans un bassin situé à l'intérieur du site. En sortie du bassin un dispositif permet de l'isoler. L'ensemble de ces dispositifs sont identifiés et entretenus.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : État des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Etat des matières stockées
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<b>Constats :</b> <p>Cette prescription a fait l'objet d'une mise en demeure n° 028 du 15 janvier 2024.</p> <p>L'exploitant a présenté dans un premier temps son état des stocks sur SAP (outil de gestion et de planification des stocks) qui indique pour chaque article la zone de stockage et la quantité. Cet état est mis à jour tous les jours et est disponible en permanence y compris à l'extérieur du site par le personnel autorisé.</p> <p>L'état des stocks de SAP ne présente pas les mentions de dangers. Pour pallier cette situation, l'exploitant a créé une procédure avec un fichier automatique qui permet d'obtenir les informations pour chaque produit sur les catégories de risques (physique, santé, environnement), les mentions de dangers et les propriétés des déchets.</p> <p>Ce fichier permet aussi d'obtenir deux états des stocks synthétiques ; un par zone de stockage et l'autre sur l'ensemble du site.</p> <p>Le plan des stockages a été consulté et permet d'identifier la localisation de différents stockages de produits.</p> <p>Lors de la visite, les outils de suivi et gestion étaient opérationnels.</p> <p>Cette prescription est respectée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N° 8 : Consignes de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Consignes de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ;</li><li>• les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie.</li></ul>

**Constats :**

Les consignes de sécurité sont établies dans des fiches informations :

- une fiche qui définit le mode de transmission de l'alerte et le déroulé cinétique de la mise en œuvre des moyens liés à la défense incendie ;
- une fiche information qui définit les moyens de détection, de protection et de défense incendie ;
- une fiche qui définit les consignes générales d'évacuation ;
- une fiche information qui définit la liste des arrêts d'urgence ;
- une fiche qui définit les modalités de gestion suite à un évènement dont une perte de confinement.

Ces fiches sont intégrées au POI.

Par ailleurs, deux procédures sont établies en cas d'épandage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux et/ou des sols

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Plan d'Opération Interne - POI**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risques accidentels

**Prescription contrôlée :**

Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :
  - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
  - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
  - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

**Constats :**

L'exploitant a élaboré et transmis le POI le 21 décembre 2023.

Les conditions de surveillance de l'environnement après un évènement majeur sont intégrées dans le POI mais devront être complétées en tenant compte des éléments notifiés dans la nouvelle Etude De Dangers (EDD) qui est en cours de finalisation (relecture en cours par l'exploitant).

L'actualisation du POI est à réaliser et sera transmise à l'inspection des installations classées.



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois